



HAL
open science

LES FAITS ET LA FOI. AROUND DE L'HOMME RÉVOLTÉ

Jeanyves Guérin

► **To cite this version:**

Jeanyves Guérin. LES FAITS ET LA FOI. AROUND DE L'HOMME RÉVOLTÉ. Judit Maar et Krisztina Horvath. Camus de l'autre côté du Mur Réceptions de l'oeuvre camusienne, 19, L'Harmattan, 2014, Cahiers de la nouvelle Europe, 978-2-343-03320-4. hal-01446353

HAL Id: hal-01446353

<https://hal.science/hal-01446353>

Submitted on 25 Jan 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LES FAITS ET LA FOI AUTOUR DE *L'HOMME RÉVOLTÉ*

J'ai eu raison d'avoir tort, tandis que toi et
tes semblables avez eu tort d'avoir raison¹.

La question du communisme, constate l'historien Tony Judt, a dominé le débat philosophique et politique dans le milieu littéraire radicalisé de la France libérée, au moins entre 1944 et 1956². C'est l'Union soviétique et le Parti communiste qui focalisent l'attention des intellectuels et de l'opinion. Il faut attendre 1947-1948 pour qu'on s'intéresse également aux démocraties populaires. Les communistes n'ont pas pris le pouvoir à l'Est à la suite d'élections ou d'une révolution, l'Armée rouge les y a installés. Il leur a fallu seulement trois ans pour que, minoritaires, ils prennent le contrôle total des pays et engagent leur soviétisation. Dès cette époque, les organisations démocratiques et notamment les partis sociaux-démocrates en sont les grandes victimes. Leur sort ne suscite peu de compassion, guère de solidarité chez leurs homologues occidentaux. L'Union soviétique, pratiquant la « tactique du salami »³, digère les pays que les accords de Yalta ont placés sous sa botte. Les États-Unis s'estiment liés par ces accords. L'Alliance atlantique, à partir de 1949, défend les démocraties occidentales. Tout en prétendant le contraire, elle accepte le partage de l'Europe, donc la colonisation de sa partie orientale.

Autant la Russie a toujours été un pays lointain, exotique, qui se prête aux représentations fantasmagoriques et/ou idéologiques, autant la Pologne et la Tchécoslovaquie sont deux pays historiquement liés à la France. Pourtant, ces pays sont mal connus. Rares sont les écrivains et universitaires qui y sont allés et s'ils ont souvent noué des liens avec leurs confrères ou collègues, cela ne suffit pas à contre-balancer les discours des propagandistes. D'ailleurs, au début de la période, nombreux sont les intellectuels, notamment tchèques et slovaques, qui ont fait allégeance aux nouveaux régimes.

« On ne juge pas les vainqueurs », fait dire Vassili Grossmann à Staline dans *Vie et destin*⁴. L'Histoire avait tranché. L'effet Stalingrad inhibe l'esprit critique. Il a installé ce que Judt appelle un « bifocalisme moral »⁵. Le monde, l'histoire, la société sont pensés selon des catégories binaires. Une conception agonistique, donc guerrière du politique prévaut. Deux camps ennemis se font face, le camp américain et le camp socialiste qui se présente comme le camp de la paix. Il ne saurait y avoir de tiers camp, de troisième voie. Être révolutionnaire, c'est être à la fois dans le sens de l'Histoire et aux côtés de l'URSS. Critiquer celle-ci, c'est renouer avec le fascisme. Comme l'écrit François Furet, « L'idée communiste est la grande bénéficiaire de l'Apocalypse nazie »⁶. Les victimes et les repentis du communisme sont

¹ Mot de Pierre Courtade à Edgar Morin après les événements de 1956. Cité in François Fejtö, *Mémoires, de Budapest à Paris*, Calmann-Lévy, 1986, p. 216.

² Tony Judt, *Un Passé imparfait. Les intellectuels en France 1944-1956*, Fayard, « Pour une histoire du XXe siècle », 1992, p. 7.

³ Pierre Kende et Krzysztof Pomian (dir.), *Varsovie-Budapest. La deuxième révolution d'octobre*, Seuil, 1978.

⁴ Vassili Grossman, *Vie et destin*, trad. fr. Julliard & L'Âge d'homme, 1983, p. 618.

⁵ Tony Judt, *Op. cit.*, p. 175.

⁶ François Furet, *Le Passé d'une illusion*, Le Livre de poche, 1996, p. 582.

forcément des parias et des traîtres. L'anticommunisme est naturellement réactionnaire, c'est, déclare Claude Bourdet, « une force de mort (...), une force de guerre »⁷ ; il ne saurait être de gauche. Sartre, un peu plus tard, le dit plus brutalement : « Un anticommuniste est un chien »⁸. Le crime de lèse-communisme est un sacrilège impardonnable. Qui l'accomplit, de Kravchenko à Koestler, se condamne à être mis au ban de la tribu instruite et ostracisé. Soumis au chantage des staliniens, les intellectuels se censurent. Au mieux, ils se taisent ; au pire, ils aboient avec les chiens de garde. « Dans le contexte actuel, tout compte fait »⁹, écrit Francis Jeanson, le communisme reste l'espoir de l'humanité. « Le pire des socialismes est encore préférable au meilleur des capitalismes » : cette affirmation de Lukacs (*Neues Forum*, 1969) qui va dans le même sens fixe la doxa progressiste pendant plusieurs décennies. Il est alors de bon ton d'opposer Henri Martin¹⁰ à Slansky, les Rosenberg aux ouvriers de Berlin-Est. Le mythe est plus fort que la réalité. L'aveuglement volontaire résulte d'un déni des faits - et du dédain de la préoccupation éthique. La foi politique, sorte de pensée magique, fait croire aux miracles. Le peuple est au pouvoir. Il est forcément heureux. Tout va pour le mieux au paradis des prolétaires. Les régimes fascistes ont été abattus, l'argent continue de régner à l'Ouest. L'Occident capitaliste, colonialiste et raciste n'est pas en situation de critiquer l'URSS. L'impérialisme fauteur de guerres est yankee, il ne saurait être russo-soviétique. En jouant sur le levier anti-américain, les communistes, on le sait, savent trouver des oreilles attentives à leur propagande. La France de 1950 est un pays occupé. Telle était la *doxa*. La parabole évangélique de la paille et de la poutre semble avoir été écrite pour qualifier les débats de l'époque. Comme l'écrit en 1956 Pierre Emmanuel, « En voulant être les Don Quichotte de la Justice absolue, nous ne sommes que les Ponce-Pilate de l'histoire »¹¹. Les crimes ne s'équilibrent pas, ils s'additionnent. C'est l'opinion de Camus.

Tony Judt résume ainsi le climat de l'époque :

L'écrasante majorité des écrivains, des artistes, des professeurs et des journalistes n'étaient pas pour Staline : ils étaient contre Truman. Ils n'étaient point partisans des camps de travail, mais adversaires du colonialisme. Ils n'étaient pas favorables aux grands procès de Prague, mais opposés à la torture en Tunisie. Ils n'étaient pas non plus pour le marxisme (sinon en théorie), mais contre le libéralisme (surtout en théorie). Et, surtout, ils n'étaient pas pour le communisme (sauf *sub specie aeternitatis*), mais contre l'anti-communisme.¹²

Autant en emporte le vent de l'Histoire. Docte ignorance ou ignorance des doctes ?

Camus n'a fait qu'un voyage en Europe centrale et ce voyage lui a laissé de mauvais souvenirs que fixe un récit de *L'Envers et l'endroit* (OC1, 55-63)¹³. La Bohême où se passe *Le Malentendu* est un pays morne où l'on se morfond. Pour certains spectateurs tchèques, la pièce évoque les années staliniennes. L'auteur sait par ailleurs distinguer la Russie de Dostoïevski, Tolstoï et Pasternak et l'Union soviétique de Lénine, Staline et Jdanov. Il a

⁷ Claude Bourdet, *Combat*, 21 septembre 1947. Que cet article paraisse dans *Combat* moins de trois mois après le départ de Camus manifeste le changement de ligne que Bourdet a apporté au quotidien.

⁸ Jean-Paul Sartre, *Situations IV*, Gallimard, 1964, p. 248.

⁹ Francis Jeanson, « Albert Camus ou l'âme révoltée », *Les Temps modernes*, n° 79, mai 1952, p. 2070-2090.

¹⁰ Henri Martin était un marin communiste emprisonné pour s'être opposé à la guerre d'Indochine.

¹¹ Pierre Emmanuel, « Les oreilles du roi Midas », *Esprit*, n° 245, décembre 1956, p. 785.

¹² Tony Judt, *Op. cit.* p. 214-215.

¹³ Édition de référence : Albert Camus, *Œuvres complètes*, Gallimard, « Bibliothèque de la Pléiade », 4 volumes, 2006-2008 (désormais OC1, OC2, OC3, OC4).

longtemps été mal informé sur celle-ci. André Gide et son *Retour de l'URSS* lui ont ouvert les yeux en 1936 alors qu'il était, pour peu de temps encore, membre du Parti communiste algérien. L'enseignement de Jean Grenier et sa lecture de *l'Essai sur l'esprit d'orthodoxie*¹⁴ font qu'il n'a jamais été marxiste. À *Combat*, il est en mesure de se donner une connaissance des situations. Faute de se rendre sur place, il sait écouter les récits et analyses de témoins fiables venus du froid que ses confrères traitent en parias. Arthur Koestler, Manès Sperber, Gustaw Herling, Jozef Czapski, Czeslaw Milosz, pour ne citer qu'eux, lui ôtent ses dernières illusions. Le pire était avéré.

Dans un premier temps, *Combat*, comme les autres journaux français, refuse, par la plume de Camus, tout anticommunisme (OC2, 390-391) et ne se départit pas d'un philosoviétisme bien trempé. On y parle toujours avec déférence du maréchal Staline. Le traitement de la question polonaise est significatif. Cette question est « extraordinairement symbolique », écrit Furet, « elle illustre l'histoire contradictoire de la guerre »¹⁵. Les envoyés du quotidien se laissent instrumentaliser et reconduisent le discours officiel. Les patriotes qui forment des maquis contre l'Armée rouge ne peuvent être que des « Chouans »¹⁶ ou des « néo-fascistes ». Le gouvernement de Londres est déclaré illégitime parce que réactionnaire. Certes des articles signalent le truquage des élections que Staline avait promis libres à Yalta et une campagne antireligieuse, et ce n'est pas rien, mais leurs auteurs ne semblent guère s'en émouvoir. Il entre de la mauvaise conscience dans cette attitude puisqu'un journaliste, Serge Karsky écrit dès le 2 janvier 1945 : « Le règlement du sort futur de la Pologne provoque un grand malaise (...), la gêne d'assister impuissants et même consentants à l'abaissement d'un grand pays pour lequel on est censé avoir entrepris la guerre »¹⁷. Le Comité de Lublin vient de se proclamer gouvernement provisoire. Le lendemain, Camus prend la parole. Il regrette la réaction officieuse de la France : puisqu'il y a deux gouvernements, convenait-il ne pas choisir entre l'un et l'autre pour « ne pas s'immiscer dans les affaires intérieures de la Pologne », pour ne « mécontenter » ni « décevoir » les deux parties¹⁸ ? Dans l'article, il est surtout question de méthode et de langage, des hésitations de la France, pas de la situation dans le pays. La guerre n'est pas encore finie...

Combat, au départ, a une ligne radicale. « De la Résistance à la Révolution » : cette formule de Camus lui sert de sous-titre. Le combat ne s'est pas arrêté en juin 1944 avec la libération de Paris. Il doit être désormais mené contre les puissances de l'Argent. Une ère nouvelle s'ouvre et la France est mûre pour le socialisme, pour une « vraie démocratie ouvrière et populaire » (OC2, 517). La révolution, avec ou sans majuscule, est à l'ordre du jour. « Cette phraséologie ne signifiait rien »¹⁹, tranche après coup Raymond Aron qui parle aussi de « pseudo-révolution ». L'éditorialiste semble en avoir eu tôt conscience. Son « illusion lyrique » ne dure que quelques mois. Pour d'autres, elle durera des années voire des décennies. Ce qu'il avait appelé révolution, c'est plutôt un réformisme radical. Le penseur parle plus volontiers de « révolte »²⁰ et le citoyen de « réforme » à partir de 1945.

¹⁴ Jean Grenier, *Essai sur l'esprit d'orthodoxie*, Gallimard, 1938.

¹⁵ François Furet, *Op. cit.* p. 615.

¹⁶ Ambroise Jobert, « Brigandage de grand chemin et terrorisme politique sévissent en Pologne », *Combat*, 12 juillet 1946.

¹⁷ Serge Karsky, « Le problème polonais », *Combat*, 2 janvier 1945.

¹⁸ Albert Camus, « L'Agence française de Presse vient de publier un communiqué... », *Combat*, 3 janvier 1945. L'article ne figure pas dans la « Pléiade ».

¹⁹ Raymond Aron, *Mémoires*, Rééd. Pocket, 1985, p. 267.

²⁰ Voir « Remarque sur la révolte » in *L'Existence*, Gallimard, 1945 et OC3, p. 325-337.

Ni Victimes ni bourreaux rassemble les résultats de son inventaire. Cet essai confié à *Combat* est un écrit de transition. Camus a pris le temps de l'information et de la réflexion. Certes il renvoie encore dos à dos, l'Amérique et la Russie (OC2, 438) et, de même, l'idéologie marxiste et l'idéologie capitaliste (OC2, 440), comme le veut la doxa de l'époque. Mais quand il parle d'« idéologies meurtrières » (OC2, 437), c'est à la première et au nazisme qu'il pense d'autant plus qu'il évoque aussi « le messianisme sans nuance » (Ibid). « 1789 et 1917 sont encore des dates, écrit-il plus loin, mais ce ne sont plus des exemples » (OC2, 444). Et de faire, visant l'Union soviétique sans la nommer, le procès d'une « révolution travestie » (OC2, 443) qui érige « la violence et le mensonge » (OC2, 442) en principes d'action. Il demande à la gauche socialiste française de répudier un « mythe romantique ». La révolution « n'a aucun sens dans les circonstances historiques actuelles ». Elle ne peut plus s'effectuer dans un seul pays à partir du moment où le monde s'unifie. Un pays en proie à une révolution s'isole et se condamne à la pauvreté ou à la guerre. Dans les deux cas, le coût de l'expérience se révèle exorbitant. Toute « utopie absolue » est meurtrière.

Camus rejette clairement l'idéologie marxiste parce qu'elle légitime la violence. Comme Fritz Borkenau et Hannah Arendt²¹, il pointe son nihilisme moral. Il estime, pour sa part, que la violence est inévitable, mais qu'elle doit se voir imposer des limites. Il la refuse instituée et absolutisée. La fin la plus sublime ne saurait justifier des moyens exorbitants, la terreur, les camps ou la torture. Il est amené à remettre en cause le paradigme de la révolution dans la mesure où il implique une nouvelle guerre. Cette rupture avec la gauche marxiste précède et d'une certaine façon appelle la rupture du tripartisme qui prévaut en France depuis 1944. Camus, par ces articles, intervient dans les débats qui agitent la mouvance socialiste. Il soutient ouvertement Léon Blum, cité dans *Ni victimes ni bourreaux*, et les rénovateurs de la SFIO qui viennent d'être mis en minorité lors du dernier congrès du parti. Il appelle ce parti à trancher, à répudier le marxisme et le réalisme politique qui en est le corollaire pragmatique. Un apparatchik Guy Mollet se fait élire secrétaire du Parti sur une ligne opposée.

Si l'histoire produit des monstres, la faute en revient aux « idéologies meurtrières » que Camus appelle aussi « utopies absolues », en l'occurrence au nazisme et au marxisme auxquels il adjoint ici et là le libéralisme. Sa conception de l'idéologie est *grosso modo* celle d'Hannah Arendt et de Raymond Aron. Elle correspond à l'expérience qu'en ont les citoyens de l'Europe communisée. Ces idéologies font prévaloir des abstractions, elles hypostasient la raison, parient sur le politique et légitiment le meurtre. Elles sont des produits du dix-neuvième siècle. L'accélération de l'histoire les rend archaïques. C'est dans *Ni victimes ni bourreaux* que figure la formule « la fin des idéologies » (OC2, 443) souvent attribuée à Raymond Aron. Il convient d'opposer à ces idéologies des utopies moins coûteuses. Pour sa part, Camus entend seulement « définir les conditions d'une pensée politique modeste, c'est-à-dire délivrée de tout messianisme, et débarrassée de la nostalgie du paradis terrestre » (OC2, 440).

Dans la bataille idéologique qui se livre au lendemain de la guerre, les paradigmes de la révolution – l'avenir radieux, l'homme nouveau, une conception téléologique de l'Histoire etc - nourrissent le discours progressiste. Camus manifeste son indépendance d'esprit en rejetant catégoriquement ces paradigmes. Il avance deux arguments. La pensée révolutionnaire est utopique et optimiste. Elle fait chanter les lendemains ; en fait, elle inscrit l'âge d'or, la cité

²¹ Voir Fritz Borkenau, *The Totalitarian Enemy*, Londres, Faber & Faber, 1940 ; Hannah Arendt, *Le Système totalitaire*, trad. fr. Seuil, 1971 (1951).

parfaite dans un avenir lointain. En attendant, comme la religion, elle fait accepter le malheur. Les résultats, par ailleurs, démentent les projets. Or, un régime s'évalue à ses réalisations, non à ses intentions. Les faits massifs démentent la fiction, le mensonge du credo idéologique.

Camus, dès cette époque, fait entendre une voix discordante. Elles sont peu nombreuses en ces temps de guerre froide. Que Raymond Aron et François Mauriac écrivent au *Figaro*, suffit à les rendre inaudibles. Georges Bernanos et Paul Claudel, de même, sont *ex hypothesi* disqualifiés comme catholiques de même que l'est Thierry Maulnier comme ancien de l'Action française. La « communauté de discussion »²² qu'est le milieu intellectuel se caractérise par son conformisme. Camus ne recherche pas l'affrontement. Il ménage les existentialistes, notamment Maurice Merleau-Ponty qui, dans *Humanisme et terreur*, a justifié les procès de Moscou, et les personnalistes d'*Esprit* qui ont fait d'importantes concessions idéologiques et politiques aux communistes. Pour Emmanuel Mounier et Jean Lacroix, l'Union soviétique et, à l'Ouest, des partis communistes forts sont les remparts contre un retour des fascismes.

Les nouvelles révélations sur les camps soviétiques ouvrent un débat. On ne parle pas à l'époque du Goulag, bien que le mot figure parfois dans des articles. Camus n'a certes pas réagi publiquement aux témoignages recueillis ou produits par David Rousset et Margarete Buber-Neumann, mais il a su en tirer les conséquences politiques. Les communistes et leurs compagnons de route nient ou minimisent leur existence. Ces camps posent le problème du totalitarisme. Camus en fait non un épiphénomène, mais un analyseur. Loin d'être une excroissance aberrante, le fruit d'une déviation ou d'une perversion, ils sont un rouage essentiel, l'institution centrale du système totalitaire. Les États y expérimentent une forme absolue de domination. Ses archives contiennent une documentation sur le sujet, notamment les travaux de la commission contre le régime concentrationnaire qui s'est tenu à Bruxelles en 1951. Il est convaincu, comme le sont à l'époque Hannah Arendt et plus tard Claude Lefort, que les camps représentent « un mal radical »²³, un mal difficile à concevoir et dont aucun récit ne peut rendre compte.

Camus titre sa deuxième réponse à Emmanuel d'Astier de la Vigerie : « Nous ne serons jamais pour le socialisme des camps de concentration ». On y lit ceci : « Les camps faisaient partie de l'appareil d'État en Allemagne. Ils font partie de l'appareil d'État en Union soviétique » (OC2, 466). La conclusion tombe, claire et nette : « Il n'y a pas de raison au monde, historique ou non, progressive ou réactionnaire, qui puisse me faire accepter le fait concentrationnaire » (OC2, 467). Au même moment, il déclare : « Nous appellerons concentrationnaire ce qui est concentrationnaire, même le socialisme » (OC2, 482). Peu de propos à l'époque sont aussi nets. Il faut néanmoins rendre son dû à François Mauriac²⁴ qui, lui, aime polémiquer avec les intellectuels communistes. Camus affirme ici l'indivisibilité des principes. Il ne saurait y avoir deux poids, deux mesures. Un crime est un crime. Une atteinte aux droits de la personne est injustifiable, quel que soit son auteur ou celui à qui profite sa révélation. L'URSS et ses colonies européennes n'ont plus droit au bénéfice du doute ni à la clause de l'État privilégié. Sans se rallier à l'atlantisme comme le fait Raymond Aron, il ne tient plus la balance égale entre l'idéologie stalinienne et la technolâtrie américaine. Il se sépare des existentialistes et des personnalistes. Il s'isole dans la scène intellectuelle française.

²² Tony Judt, *Op. cit.* p. 146.

²³ Hannah Arendt, *Op. cit.* ; Claude Lefort, *Un Homme en trop*, Seuil, « Points », 1986.

²⁴ François Mauriac, « David Rousset a déjà gagné », *Le Figaro littéraire*, 2 décembre 1950 et *La Paix des cimes*, Bartillat, 2009, p. 234-236.

L'Homme révolté paraît en 1951. L'ouvrage est un essai qui ne s'inscrit pas dans le champ académique. Camus s'est imposé des lectures philosophiques et historiques, car sa culture est d'abord littéraire. L'ouverture est un texte fort. Camus y définit d'emblée la révolte par un refus. « Qu'est-ce qu'un homme révolté ? Un homme qui dit non » (OC3, 71). Le spectacle, le scandale de l'injustice et de l'oppression l'indignent. Un scandale doit cesser. Une injustice flagrante appelle une réparation. Le révolté affirme son « droit à ne pas être opprimé » (OC3, 71), des valeurs, la liberté et la solidarité. Le mot-valeur revient quatre fois à la fin de l'introduction (OC3, 77, 79). Celle-ci s'achève par une formule-choc : « Je me révolte, donc nous sommes » (OC3, 73).

Bien qu'il ne la mentionne pas dans ce livre, ce que l'essayiste écrit vaut pour la Résistance antinazie qui fut, pour lui, l'expérience fondatrice. Il l'avait écrit dans *Combat* en 1944 : « Ce qui a porté la Résistance pendant quatre ans, c'est la révolte. C'est-à-dire le refus entier, obstiné, presque aveugle au début d'un ordre qui voulait mettre les hommes à genoux » (OC2, 530). Le résistant fut, en 1940 ou en 1943, l'homme d'un « refus total » qui ne se décréait pas. Il dit non à l'oppression, non à l'occupation. Non à la résignation. Ce geste de base est éthique et civique à la fois²⁵. De *La Peste* dont il avait fait un roman mémoriel de la Résistance, Camus avait voulu, comme il l'écrit fermement à Roland Barthes, qu'il pût « servir à toutes les résistances contre toutes les tyrannies » (OC2, 287). Et c'est bien ainsi que l'allégorie, parce qu'elle est polysémique, a été lue de Pologne en Espagne et qu'elle l'est encore aujourd'hui en Iran, en Chine et ailleurs. Parce que l'essai donne peu d'exemples historiques, il laisse ouvertes des possibilités de révolte au Nord comme au Sud, à l'Est comme à l'Ouest.

Dans *L'Homme révolté*, Camus développe l'argumentation hétérodoxe de ses articles. Il met en jeu son capital symbolique en osant critiquer Hegel, Marx et Lénine et en faisant une critique argumentée et iconoclaste du communisme soviétique²⁶. Ces développements sont les pages les plus fortes du livre. L'auteur donne plus de noms – Staline, Makhno, Tito - et de faits - le NKVD, les procès de Boukharine et de Rajk ... - que dans *Ni Victimes ni bourreaux*. Le réseau conceptuel fait la part belle à plusieurs notions, idéologie, terreur et surtout totalitarisme. Les métaphores religieuses – foi, prophétie, évangélisation, grâce, parousie etc - balisent l'argumentation. La distinction entre révolte et révolution et la généalogie philosophique des totalitarismes sont deux axes forts du livre. La révolution devient une forme pervertie de la révolte historique. Sa dégradation est imputée aux idéologies, au nihilisme moral et au cynisme politique qu'elles propagent.

L'écrasement de la Commune de Paris a rendu les « doctrinaires » et les « bureaucrates », à savoir les marxistes, hégémoniques dans l'Internationale et, sauf en Europe du Nord, dans les grands partis socialistes. En France, le mouvement syndical reste longtemps anarcho-syndicaliste. Camus enchaîne sur la révolution de 1917 et son bilan désastreux. Le régime soviétique se prétend l'héritier d'une révolution prolétarienne. Une avant-garde fanatique - « une armée de métier » commandée par des « chefs théoriciens » (OC3, 257) - s'est substituée à une classe ouvrière minoritaire. Une fois au pouvoir, Lénine et les bolcheviks

²⁵ Voir François Bédarida, « Sur le concept de Résistance » in Jean-Marie Guillon et Pierre Laborie (dir.), *Mémoire et histoire. La Résistance*, Toulouse, Privat, 1995, p. 445 sq.

²⁶ Voir Évelyne Pisier et Pierre Bouretz, « Camus et le marxisme » in Jeanyves Guérin (dir.), *Camus et la politique*, L'Harmattan, 1986, p. 269-280.

puis Staline ont hypertrophié et bureaucratisé l'État²⁷ sous couvert de la dictature du prolétariat et écrasé toujours plus la société. Les camps, les procès-spectacles, la délation systématisée révèlent l'essence du régime. Les communistes au pouvoir ont délibérément sacrifié la liberté - les libertés - sans apporter la prospérité ni la justice au peuple russe. Prométhée est devenu César (OC3, 272) ; le révolutionnaire s'est changé en fonctionnaire ou en policier²⁸. L'URSS n'a de socialiste que le nom. Le productivisme est la loi de son développement économique. Il y a loin des principes aux réalités. Quand une dictature totalitaire se fait passer pour un régime idyllique, on est en présence d'une sinistre « mystification » (OC3, 261, 268 et passim). Ce mot, qu'il emprunte à Marx (OC3, 232), est aujourd'hui utilisé couramment à propos des régimes communistes. Comme Orwell venait de le faire dans *1984*, il montre la systématisation du mensonge, la perversion généralisée de la sémantique. On ne parle pas encore de langue de bois. « On choisit d'appeler liberté la servitude (...). L'Empire est en même temps guerre, obscurantisme et tyrannie, affirmant désespérément qu'il sera fraternité, vérité et liberté » (OC3, 262-263). La conclusion tombe : « En face de sa doctrine officielle, écrit encore Camus, le régime est contraint de choisir : elle est fautive ou il l'a trahie » (OC3, 259). En d'autres termes, le divorce de la philosophie officielle et des réalisations appelle la révolte ou le cynisme. Les premières révoltes populaires éclateront dans les années qui suivent la publication du livre, à Berlin, à Poznan puis à Budapest.

Camus distingue nettement deux formes historiques de socialisme qu'il appelle l'un le socialisme autoritaire, césarien ou industriel, l'autre le socialisme libertaire. Il rend hommage au second et critique fermement la théorie et les réalisations du premier. Le développement commence par une analyse philosophique de la prophétie marxiste²⁹, dont il proclame « l'échec » (OC3, 229, 241)³⁰, l'évolution des sociétés et des économies européennes ayant démenti les analyses de Marx et condamné l'idée d'un socialisme scientifique. « L'idéologie allemande » est la matrice de « l'idéologie stalinienne » (OC3, 263). Puis l'auteur s'attaque au bilan économique, social et politique du communisme soviétique. L'appropriation collective des moyens de production n'instaure pas une économie socialiste, mais un capitalisme d'État. Le productivisme reste la règle. « Le socialisme industriel n'a rien fait d'essentiel pour la condition ouvrière parce qu'il n'a pas touché au principe même de la production et de l'organisation du travail, qu'il a exalté au contraire » (OC3, 259). Une oligarchie a remplacé une autre oligarchie. « La socialisation des moyens de production ne signifie pas la disparition des classes » (Ibid). Le discours égalitaire et prolétarien camoufle des inégalités et des privilèges. Le parti-État accapare tous les pouvoirs, il s'arroge le monopole de la vérité et étouffe toute liberté. Il se transforme en une théocratie totalitaire³¹.

²⁷ Camus parle du « super-État prolétarien » (OC2, p. 261).

²⁸ Les quelques pages que Camus consacre au nazisme sont moins fouillées. Comme les grands théoriciens du totalitarisme, Hannah Arendt et Raymond Aron, il confronte les deux systèmes. S'il repère des similitudes comme « le terrorisme d'État » ou la place faite à l'idéologie, il constate aussi que les idéologies diffèrent radicalement. On a d'un côté « la terreur irrationnelle », de l'autre « la terreur rationnelle ».

²⁹ Camus juge valable la « méthode critique » (OC2, p. 221) de Marx, mais rejette son « messianisme utopique » (Ibid) et son « réalisme politique » (OC2, p. 225). C'est un penseur du XIXe siècle, non du XXe.

³⁰ « La plupart de ses prédictions se sont heurtées aux faits » (OC3, p. 222).

³¹ La même idée se trouve chez Orwell (« *The prevention of literature* », *Shooting and elephant and other essays*, New York, Harcourt & Brace, 1950, p. 207).

Un sous-titre résume ce qui est en jeu : « la totalité et le procès ». Camus mentionne aussi la terreur et les camps.

Si le totalitarisme est la maladie chronique du communisme, l'impérialisme est son stade suprême. D'où les formules de « dictature totale » et d'« Empire total » (OC2, 261). Le mot « Empire » qui revient sans cesse – plus de vingt occurrences - aux pages suivantes fait sens pour un lecteur de l'Est. Camus le dit en une formule saisissante : « L'extension de l'empire sur l'espace mondial est une nécessité inévitable pour la révolution du XXe siècle » (OC3, 264). Dans le grand débat sur la nature du régime soviétique, son discours est l'un des plus lucides. Il dépouille l'URSS de son privilège historique et par ricochet le PCF de son magistère moral.

Le livre s'achève sur un hymne à la liberté, « seule valeur impérissable de l'histoire » (OC2, 311). L'échec des révolutions s'explique par leur ambition : l'établissement de la « justice absolue ». Celle-ci non seulement est impossible, mais elle « nie la liberté » (Ibid). La révolte selon Camus ne sépare pas les deux valeurs que sont la justice et la liberté, elle n'en fait pas des absolus, elle les met en tension ; la révolution marxiste, au contraire, les oppose. C'est pourquoi elle conduit à l'État totalitaire. En d'autres termes, la révolution, d'abord associée à la libération, l'est depuis 1917 à l'oppression.

Ses réflexions se situent à un double niveau théorique et politique. D'une part, Camus esquisse le paradigme d'une révolution pure, idéale, fidèle aux exigences de la révolte. Cette révolte, s'interdisant ou limitant strictement l'usage de la violence, se monnaie en réformes. D'autre part, il a cherché des alternatives au modèle marxiste. Il regrette que les marxistes l'aient emporté sur les anarchistes dans la première Internationale. La fin de *L'Homme révolté* contient un hommage au syndicalisme révolutionnaire (OC2, 316-317). Dans les années 1950, Camus a sympathisé avec ses derniers militants dont il appréciait l'internationalisme sourcilieux. Il a aussi apporté son soutien aux réalisations du travaillisme britannique et de la social-démocratie scandinave comme à l'entreprise de Pierre Mendès-France. Il reste un homme de gauche.

L'Homme révolté suscite une abondante littérature critique. On laissera de côté la controverse entre Camus et les surréalistes qui lui reprochent d'avoir mal lu Lautréamont, ce qui est possible, et surtout de leur avoir rappelé quelques écrits irresponsables. C'est sur la question du communisme que les commentaires sont les plus tranchés. Les staliniens se déchaînent. La recension de Victor Leduc paraît à la une de *L'Humanité*. Le livre est d'une « navrante indigence de pensée ». Camus y racle les fonds de tiroir de la social-démocratie et du RPF. Ses « calomnies réactionnaires » s'insèrent dans la « croisade » lancée par le président Truman. Le livre est un « appel au terrorisme antisoviétique et anticommuniste »³². On retrouve les mêmes éléments de langage chez Pierre Hervé, qui, dans *La Nouvelle Critique*, ajoute sa touche personnelle au délire paranoïaque des staliniens. « Camus refuse à la classe ouvrière le droit de conquérir l'État (...). Camus veut en somme que la classe ouvrière demeure exploitée, souffrante »³³. Il a rédigé « la bible de l'anticommunisme et de

³² Victor Leduc, « Un bréviaire de la contre-révolution : *L'Homme révolté* d'Albert Camus », *L'Humanité*, 26 janvier 1952.

³³ Pierre Hervé, « La révolte camuse », *La Nouvelle Critique*, n° 35, avril 1952, p. 76. Le numéro du mensuel commence par un texte de Staline. Il se poursuit par un éloge de la littérature de Parti et s'achève par un article sur le réalisme socialiste ... en musique.

l'antisoviétisme ». Critiquer l'URSS, comme le fait ce « renégat »³⁴, c'est donc agresser Billancourt et appeler à une « croisade »³⁵.

On ne pouvait guère attendre une réaction autre de la part de la *lumpen-intelligentsia* stalinienne. Il n'était pas prévu que les existentialistes se feraient les supplétifs de celle-ci avec le zèle des néophytes. Saint-Germain-des-Prés est en 1952 le théâtre d'un procès stalinien. Dans *Les Temps modernes*, Francis Jeanson s'en prend à l'argumentation philosophique de Camus, à sa conception de l'Histoire et à son refus du primat de l'économique, mais chemin faisant il lui reproche aussi sa condamnation du socialisme réel³⁶. L'auteur, blessé, se croit obligé de défendre son point de vue. Sa réponse est solidement argumentée. Les thèses de Marx ne sont pas « intouchables » (OC3, 424). Le compagnon de route garde le « silence » sur les « réalités temporelles » du « socialisme autoritaire », la « terreur » et les « camps » (OC3, 424-425). Le socialisme peut ne pas être totalitaire. Sartre alors intervient. Il vient d'officialiser son ralliement au communisme stalinien en publiant la première partie des *Communistes et la paix aux Temps modernes*. L'excommunication de Camus est un premier gage de bonne volonté donné au PCF. C'est que, dans *L'Homme révolté*, non seulement il s'est permis de condamner le communisme stalinien, mais encore il a aggravé son cas en osant s'en prendre au totem Marx. Le mal-pensant est accusé d'avoir accompli « son Thermidor »³⁷. Le problème n'est pas les crimes des régimes communistes, les camps, l'oppression etc, mais les préjudices qu'ils causent à la révolution marxiste-léniniste et l'eau qu'ils apportent au moulin de ses adversaires. Les lendemains ne sauraient donc déchanter à Moscou comme à Prague. Les moulins à prière de l'idéologie doivent encore et toujours tourner. C'est la question du totalitarisme qui cristallise le différend. Il y a ceux qui en font un analyseur cardinal et ceux qui l'ignorent. Jamais le mot « totalitaire » n'apparaît dans les articles de Jeanson et de Sartre. Il était plus facile de stigmatiser l'auteur que de réfuter ses arguments. Quand on relit aujourd'hui les textes de la querelle, on ne peut pas ne pas constater la clairvoyance de Camus et l'aveuglement de ses détracteurs existentialistes.

Pierre Emmanuel, en 1956, fait ce constat qui mérite d'être rappelé : « En vérité, le progressiste est un homme qui a peur de faire front aux communistes, et se donne à bon marché la double illusion d'être un révolutionnaire et un esprit libre: il lui suffit, pour se dire libre, de tout refuser du côté où il ne risque rien, et, pour se dire révolutionnaire, d'accepter n'importe quoi venant de l'autre, comme une assurance contre tout risque à venir »³⁸. L'on citera aussi Raymond Aron : « Le progressisme consiste à présenter des thèses proprement communistes comme si elles émanaient spontanément d'une réflexion indépendante »³⁹.

Les diatribes des communistes et de leurs affidés vont être les arbres qui cachent la forêt. Les développements sur le marxisme et le communisme sont, écrit François Bondy dans *Preuves*, « les plus saisissants, les plus passionnés, les plus vrais de tout l'ouvrage »⁴⁰. D'autres auteurs, et pas des moindres, George Bataille dans *Critique*, Albert Béguin dans *Esprit*, Paul

³⁴ Ibid. p. 71.

³⁵ Ibid. p. 72.

³⁶ Francis Jeanson, « Albert Camus ou l'âme révoltée », *Art. cit.* p. 2070-2090.

³⁷ Jean-Paul Sartre, « Réponse à Albert Camus », *Les Temps modernes*, août 1952, p. 334 et *Situations IV*, Gallimard, 1961, p. 91.

³⁸ Pierre Emmanuel, *Art. cit.* p. 782.

³⁹ Raymond Aron, « Aventures et mésaventures de la dialectique », *Preuves*, n° 59, janvier 1956, p. 5.

⁴⁰ François Bondy, « Le mythe de l'homme révolté », *Preuves*, n° 11, janvier 1952.

Ricoeur dans *Christianisme social*, et, fait encore plus significatif, Claude Bourdet dans *L'Observateur* apportent leur soutien politique à Camus⁴¹. Le livre trouve des lecteurs par dizaines de milliers. Jacques Carat dans *Preuves*, Nicola Chiaromonte dans *Partisan Review*, Georges Bataille dans *Critique*⁴² ont beau se placer de son côté contre Sartre et Jeanson, rien n'y fait : son auteur a perdu la bataille de *L'Homme révolté* sinon dans l'opinion, du moins dans le sixième arrondissement de Paris. Il faudra des dizaines d'années et une rupture d'horizon pour que l'essai soit reconnu comme l'un des ouvrages les plus importants de l'époque. Ce fut, pour ses nombreux lecteurs, un antidote à toute une littérature marxomaniaque⁴³.

Deux remarques pour conclure. « La faute de presque tous les hommes de gauche après 1933, écrit Orwell en 1944, est qu'ils ont voulu être antifascistes sans être antitotalitaires »⁴⁴. Camus, comme lui, échappe à ce reproche justifié. Il a tôt fait de la rupture idéologique et programmatique avec le totalitarisme le préalable à toute éventuelle rupture avec le capitalisme et s'est en conséquence affirmé réformiste et social-démocrate. Les deux auteurs appartiennent à cette intelligentsia à la fois antinazie et anticommuniste qui peina à trouver sa place en Grande-Bretagne et plus encore en France après 1945, mais à qui l'histoire a fini par donner raison. Camus est moins isolé si l'on sort de France qu'il ne l'est à Saint-Germain-des-Prés. Non seulement Orwell mais aussi Hannah Arendt, Nicola Chiaromonte, Ignazio Silone, Czeslaw Milosz sont ses alliés naturels. En France, il peut compter sur René Char et Louis Guilloux, mais ceux-ci n'ont pas de tribune. Ses écrits les plus politiques paraissent dans deux petites revues de gauche, *Témoins* et *La Révolution prolétarienne*, qui n'ont pas l'audience des *Temps modernes*. Les critiques du totalitarisme, avant 1956, ne fonctionnent pas en réseau. Malgré son pluralisme qui lui permet de réunir à ses côtés des sociaux-démocrates et des libéraux, *Preuves*, la revue antitotalitaire la plus valeureuse, ne peut pas être un opérateur de synergie. C'est pourquoi, malgré leur nombre et la qualité de leurs écrits, les Camus, Aron, Mauriac, Emmanuel ne font pas le poids face à la machine politico-médiatique des staliniens.

L'on sait, et Joanna Nowicki l'a récemment rappelé, que des exemplaires de *L'Homme révolté*, que *Kultura* avait traduit, circulaient dans la nébuleuse des dissidents et que Camus, pour beaucoup d'entre eux, fut un passeur des idéaux démocratiques. Au-delà du rideau de fer, on lisait *La Peste* comme une allégorie antitotalitaire. Les « révolutions de velours » qui se sont déroulées en Tchécoslovaquie, en Allemagne de l'Est, en Hongrie, en Pologne à l'automne 1989, correspondent aux vœux de celui qui avait salué les révoltes de Poznan et de Budapest en 1956. Camus avait alors trouvé des mots justes et forts. La mobilisation non-

⁴¹ Georges Bataille, « Le temps de la révolte », *Critique* n° 55, décembre 1951, p. 1019-1027 et n° 56, janvier 1952, p. 29-41 et *Œuvres complètes*, t. XII, Gallimard, 1988, p. 149-169 ; Albert Béguin, « Albert Camus, la révolte et le bonheur », *Esprit*, n° 189, avril 1952, p. 736-746 ; Paul Ricoeur, « *L'Homme révolté* de Camus », *Christianisme social*, mai-juin 1952 et *Lectures 2. La contrée des philosophes*, Seuil, 1992, p. 121-136 ; Claude Bourdet, « Camus et la révolte de Sisyphe », *L'Observateur*, 13 et 20 décembre 1951.

⁴² Jacques Carat, « La rupture Sartre – Camus », *Preuves*, n° 20, octobre 1952 ; Nicola Chiaromonte, « *Sartre versus Camus. A political quarrel* », *Partisan Review*, n° 6, novembre-décembre 1952, p. 680-686 ; Georges Bataille, « L'affaire de *L'Homme révolté* », *Critique*, n° 67, décembre 1952, p. 1077-1082.

⁴³ Lefebvre, Garaudy, Sartre, Althusser...

⁴⁴ George Orwell, *The Collected Essays, Journalism and Letters of George Orwell, T. III*. Secker and Warburg, 1969, p. 236.

violente des peuples a balayé des régimes usés et installé la démocratie et les droits de l'homme sur les décombres de l'empire soviétique. La grande Europe existe. Mais le lecteur de *La Peste*⁴⁵ sait que rien n'est jamais acquis, même la démocratie.

Jeanyves Guérin
Université Sorbonne nouvelle Paris 3

⁴⁵ Czeslaw Milosz, « L'interlocuteur fraternel », *Preuves*, n° 110, avril 1960, p. 15.